

L'ajournement

Bien qu'il s'agisse certainement de cas valables, nous devons également tenir compte du fait que, chaque année, plus de 1 million de personnes passent par le processus habituel pour présenter une demande d'immigration au Canada. Chaque cas est apprécié individuellement, compte tenu de tous les facteurs.

En outre, dans le cadre du projet de loi C-86, le gouvernement cherche à obtenir des pouvoirs réglementaires pour créer des programmes spéciaux d'admission pour des raisons d'intérêt public ou d'ordre humanitaire.

L'INDUSTRIE DE LA FOURRURE

Mme Ethel Blondin-Andrew (Western Arctic): Monsieur le Président, je suis très heureuse de pouvoir parler une fois encore de la question de l'industrie de la fourrure et de la chasse au phoque.

Comme vous l'avez probablement remarqué dans ma demande, je ne suis pas satisfaite des réponses que j'ai reçues lors de la période des questions, et c'est pourquoi je voulais y revenir au débat d'ajournement.

Je voudrais parler des obstacles devant lesquels se trouve cette industrie. Le bien-être économique des Inuit et des habitants de Terre-Neuve est sérieusement menacé par les violentes campagnes, financées par l'étranger, des groupes de défense des animaux qui s'attaquent, injustement, à ce qui reste de l'industrie de la fourrure, une industrie qui est durable et bénigne pour l'environnement, en même temps qu'un mode de vie culturel.

J'ai demandé au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien de s'engager à protéger le mode de vie de ces populations en lançant une contre-campagne qui serait très efficace et ferait au moins savoir que l'industrie de la fourrure n'a pas à subir les foudres d'organisations financées par l'étranger qui se moquent de la survie des populations autochtones du Canada. Je continue de demander au ministre de prendre cet engagement.

Vu que le ministre des Finances disait dans son récent exposé économique et financier que nous pouvions nous attendre à des réductions de 10 p. 100 des budgets de différents programmes autochtones, je voudrais rappeler l'importance pour le gouvernement de continuer à soutenir des organismes comme *Indigenous Survival International* ou le Programme de défense de l'industrie de la fourrure. Ces organisations permettent à l'industrie de la fourrure de ce pays d'exprimer son point de vue. Elles se battent également pour permettre aux chasseurs de pho-

ques et aux trappeurs de ce pays d'avoir les outils nécessaires pour assurer leur survie économique.

Mercredi dernier, le ministre des Finances a déclaré que le gouvernement voulait avant tout instaurer la confiance, favoriser la croissance, créer des emplois et aider les Canadiens à profiter de nouvelles occasions. Il a également déclaré que le Canada avait besoin du commerce pour vivre.

Après 400 ans ou presque, l'Europe prend encore 75 p. 100 de notre production de fourrure d'animaux sauvages. Les revenus de 100 000 Canadiens dépendent de l'accès à ce marché. En 1995, les lois de la Communauté européenne tenteront de mettre fin à ce remarquable accomplissement commercial en imposant des restrictions sévères sur la plupart des exportations de fourrures d'animaux sauvages. Si ce gouvernement veut vraiment que le commerce de la fourrure demeure compétitif, le ministre de l'Environnement ainsi que le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur doivent réaffirmer l'engagement de leurs ministères à fournir les fonds nécessaires pour terminer l'élaboration des normes de piégeage et effectuer le travail de recherche indispensable pour satisfaire aux exigences en matière de piégeage qui seront imposées par la Communauté européenne en 1995.

En outre, le ministre des Finances, qui a promis aux Canadiens de les aider à profiter de nouvelles occasions, doit garantir aux trappeurs et aux chasseurs de phoques de ce pays que de l'information ainsi que des programmes d'enseignement et de formation adéquats en matière de piégeage seront disponibles. Ce gouvernement ne doit pas laisser les trois quarts de notre marché nous échapper à tout jamais.

Il est temps que ce gouvernement prenne des mesures et des engagements fermes sur ces questions nationales qui deviennent rapidement des questions internationales. Monsieur le Président, nous sommes, vous et moi, des défenseurs de l'industrie de la fourrure, je ne le sais que trop. Nous portons tous deux de la fourrure en public, et j'encourage nos chefs et nos représentants élus à faire de même.

Pour terminer, je voudrais souhaiter à tous les trappeurs qui sont actuellement dans les zones de piégeage un très joyeux Noël.

M. Ross Reid (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, je suis heureux de répondre à la question de ma collègue de Western Arctic, particulièrement en présence de mon collègue du Témiscamingue qui a joué un rôle de premier plan pendant si longtemps dans le dossier